

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP14 - MOP4, Poznan, Décembre 2008.

Un Noël avant l'heure pour l'Europe

Bruxelles semble avoir organisé un Noël anticipé cette année. Nicolas S. (le Père Noël actuel de l'UE), pratiquement méconnaissable avec sa longue barbe blanche et une hotte bien remplie de cadeaux, arpente les couloirs du Conseil européen. La petite Angela M. a déjà ouvert son paquet, elle a reçu une grosse Mercedes très gourmande qu'elle pourra utiliser jusqu'en 2015 (et peut-être même plus). En Suède, le petit Frederik R. a reçu un sac rempli de crédits externes, tandis que le petit Gordon B. est tout excité à l'idée de recevoir ce qu'il a demandé : des installations de stockage de carbone, financées par l'UE.

Mais un des plus gros paquets est encore dans la hotte du Père Noël. L'industrie européenne va continuer à recevoir des quotas gratuits au moins jusqu'en 2020, dans le cadre du système européen d'échanges de quotas. Mais pour qui est ce gros paquet ? ECO a des indices. Angela M. en avait très envie, mais elle a déjà reçu une grosse voiture. Peut-être pour Yves L., de Belgique, qui voulait des quotas gratuits pour sa boîte de petit chimiste ? Ou alors pour Silvio B., le roi du veto en Italie ?

Eh bien non ! Le plus gros paquet-cadeau est retourné à l'Élysée, à Paris. Peu de personnes ont compris que le seul secteur à obtenir des quotas gratuits allait être celui de la production d'énergie (à moins que Nicolas S. lâche aussi ce cadeau-là). Mais cela ne change pas la manière dont le revenu de la mise aux enchères sera distribué. Ce

système compliqué impliquant la physique 'nucléaire' et la théorie de la relativité, ECO n'a pas le temps de l'expliquer ici. Mais la conclusion est claire : La France recevra une très grosse part du gâteau. Au passage, Nicolas S. a inventé le principe du « pollueur payé ».

Le Père Sarkozy est très fier de son « paquet » cadeau. Il pense qu'il a bien mérité des vacances de Noël anticipées. Mais tout d'un coup, il se demande : « N'ai-je oublié personne sur la route de Copenhague ? ». Lui reste-t-il quelque chose pour soutenir l'adaptation et l'atténuation dans les pays en développement ? Malheureusement, son sac est vide maintenant.

Peut-être que son GPS est tombé en panne quand il a quitté Bali ? En tout cas, il va falloir trouver les moyens de corriger sa trajectoire, parce que sinon, nous allons tout droit vers plus de 2°C. Et la maison du Père Noël est au Pôle Nord, pas vrai ?

Il y a des gens qui vivent dans les forêts !

Les forêts du monde entier procurent des moyens de subsistance à plus d'un milliard d'êtres humains. Malgré cela, les peuples indigènes et les communautés locales sont souvent exclues des décisions qui concernent les forêts. Elles ont eu à mener de longues et dures batailles pour protéger leurs droits et leurs intérêts.

La semaine passée, plusieurs Parties ont mentionné le besoin de reconnaître et de traiter les sujets liés aux impacts de REDD sur les peuples autochtones et les communautés locales. Les négociateurs semblent finalement avoir entendu les voix de la société civile et des organisations de défense des droits des peuples autochtones.

Le forum sur la forêt et les changements climatiques qui s'est tenu pour la première fois cet été à Accra, s'est de nouveau réuni à Poznan. Il a rassemblé les organisations de la société civile de nombreux pays : Brésil, Cameroun, Costa Rica, RDC et Congo, Equateur, Ghana, Honduras, Indonésie, Népal, Nicaragua, Papouasie Nouvelle Guinée, Philippines, Thaïlande et Vietnam. L'un des enjeux clés est de savoir comment la CCNUCC devra gérer les droits et intérêts des peuples autochtones et communautés locales en relation avec la propriété et l'usage des terres et des ressources, y compris à propos des aspects carbone. La participation des communautés locales et autochtones au développement et à la mise en

oeuvre du futur mécanisme REDD est également un point important de l'ordre du jour.

ECO pense qu'il est important que la COP développe et mette en oeuvre REDD en pleine conformité avec les droits et intérêts des populations locales et autochtones. De plus, elle devrait exiger que le AWG-LCA inclue ces droits et intérêts dans les futures négociations sur REDD, afin que cela soit pris en compte dans l'accord final de Copenhague.



Tous à Bord, Direction Copenhague

ECO entend depuis quelques jours des rumeurs selon lesquelles obtenir un accord ambitieux sur le climat à Copenhague serait impossible. Parmi les nombreuses excuses invoquées on trouve : la législation « cap and trade » des Etats-unis ne sera pas finalisée, le programme de travail pour 2009 est trop ambitieux ou alors l'horoscope indique « qu'au moment de la conférence de Copenhague, Jupiter croisant Saturne, on est plutôt mal parti pour éviter un changement climatique dangereux ».

ECO rappelle aux délégués que le Plan d'Action de Bali pose une date butoir pour la fin des négociations : fin 2009. Cela, pour une raison très simple : éviter toute césure entre la 1^e et la 2^e période d'engagement du Protocole de Kyoto. Repousser le « deal » de Copenhague à plus tard retardera également le pic des émissions. Or, ce pic doit intervenir le plus rapidement possible pour permettre de limiter le réchauffement de la planète bien en deçà de 2°C.

Certains ont invoqué le fait que les Etats-unis ne pourraient pas signer un objectif spécifique tant que leur système « cap and trade » ne serait pas adopté. Plutôt marrant car c'est exactement ce que l'Europe a fait. Les délégués ne doivent plus douter du fait qu'Obama est décidé à agir rapidement. Il a promis de travailler immédiatement avec les leaders du Congrès pour proposer une loi nationale sur le changement climatique et il est par ailleurs en train de préparer un ensemble de mesures d'investissements économiques incluant des politiques ambitieuses dans les

énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Il n'y a aucune raison pour que les Etats-unis (ou tout autre pays industrialisé se servant d'eux comme excuse) n'adopte pas rapidement des mesures internes de lutte contre le changement climatique et ne procure pas les ressources financières nécessaires à l'adaptation, aux technologies propres et la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts.

C'est juste une question de volonté politique. Regardez un peu comment les dirigeants de la planète se sont mis rapidement en branle pour nous « sauver de la crise financière ». D'autant plus que si on considère les coûts énormes associés aux impacts du changement climatique, obtenir un accord ambitieux à Copenhague nous donnant une chance de sauver la planète est juste indispensable.

Les Ministres doivent réaffirmer la semaine prochaine leurs engagements de Bali et indiquer clairement leur intention de négocier un accord post-2012 ambitieux lors de la prochaine conférence de Copenhague.

**SAMEDI 6
Décembre
NGO PARTY**

**TUBA CLUB
ul. Mała
Garbary 6**

**Le CAN Invite tous
les participants à la
NGO Party**

MISCHKA

Mischka a entendu certaines rumeurs dans les couloirs de la COP à propos de la « Belle France ». Son petit doigt lui a dit que le Père Noël Nicolas S. pourrait bien trouver tout au fond de sa hotte un autre cadeau. Mais qu'est-ce que ça peut être ? Quelle est la source principale de l'électricité en France ? Vous voyez ce que ECO veut dire ?

Par ailleurs, pour qui peut bien être ce cadeau ? De quel pays hôte de la conférence a-t-on besoin pour ne pas bloquer l'adoption du fameux paquet énergie-climat européen ? Suivez mon regard...

Et quel réacteur nucléaire permettrait de contrôler une grosse partie de l'énergie en Europe ?

Si vous voulez des réponses, envoyez une carte postale à l'Elysée.

C'est additionnel parce que je le dis !

J'ai envie de réaliser un projet. Je travaille pour réunir les accords gouvernementaux nécessaires et j'obtiens un prêt. Je commence à réaliser le projet. Il me vient ensuite à l'esprit que je peux soumettre mon projet à l'enregistrement sous le MDP, dans l'espoir d'augmenter les revenus du projet.

Mais il y a un problème : je dois "prouver" que le projet est additionnel, c'est-à-dire que je n'aurais pas pu réaliser ce projet sans ces revenus supplémentaires. Cette condition existe car le MDP ne devrait générer des crédits que s'ils proviennent de projets qui réduisent réellement les émissions, c'est à dire qui ne se seraient pas produits dans un scénario de base "business as usual". S'il soutenait des projets qui se seraient produits de toute façon, le MDP permettrait aux émissions d'augmenter dans le pays industrialisé qui achète les crédits, sans les réduire en contrepartie sur place.

Comment prouver que je n'aurais pas réalisé ce projet sans le MDP ? Je suis aidé par la subjectivité introduite par la vérification de "l'additionnalité". Je peux raconter une histoire, ou bricoler des chiffres. C'est ce qui se passe avec de nombreux projets MDP.

Les discussions actuelles visant à améliorer les procédures de vérification masquent le problème sous-jacent : la décision de développer un projet est subjective et le test d'additionnalité est par nature imprécis. Les développeurs ne peuvent pas prouver leurs intentions, et les auditeurs externes (validateurs) ne peuvent pas évaluer les motivations d'autres personnes.

Je fais une "analyse d'investissements" pour le projet, montrant que le projet n'est pas rentable économiquement. Je suis capable de manipuler les chiffres car ce projet est encore en cours de réalisation, donc inachevé. Je peux ainsi changer de nombreuses hypothèses pour aboutir au résultat que je souhaite obtenir.

Si cela ne suffit pas, je réalise aussi une "analyse des barrières". Je décris les difficultés que j'ai eu pour obtenir le prêt et réaliser le projet. Il est facile d'argumenter que de nombreuses barrières étaient des menaces significatives pour la mise en oeuvre du projet.

Même les validateurs sont d'accord pour dire que les analyses d'investissements sont facilement manipulables et que l'examen des barrières est subjectif.

Il est nécessaire que les pays industrialisés soutiennent dans les faits la décarbonisation des pays en développement, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ceci exige de passer de critères d'additionnalité actuellement subjectifs à une approche plus rigoureuse, basée sur la sélection de types de projets dignes de soutien, tout en éliminant les activités "business as usual".

Remerciements

Le Réseau Action Climat-France remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, A. Bonduelle, JP Moussally et l'équipe de ECO anglais.